

**ACCORD CADRE RELATIF A LA FOURNITURE ET LA
MAINTENANCE DES DEFIBRILLATEURS
POUR LES SERVICES ET CERTAINS ETABLISSEMENTS
PUBLICS DE L'ETAT EN REGION CENTRE-VAL DE LOIRE**

**CAHIER DES CLAUSES TECHNIQUES PARTICULIÈRES
(C.C.T.P)**

Numéro de consultation : 2025_CVDL_DEFIBRILLATEUR

Procédure de passation : Appel d'offres ouvert en application des articles L2124-2, R2124-2 et R2161-2 du Code de la commande publique (CCP).

Ce document comporte 17 pages.

Table des matières

PRÉAMBULE.....	3
ARTICLE 1 : CONTEXTE RÉGLEMENTAIRE APPLICABLE.....	3
ARTICLE 2 : PÉRIMÈTRE OBJET DE L'ACCORD-CADRE.....	4
ARTICLE 3 : PARC EXISTANT.....	4
ARTICLE 4 : CARACTÉRISTIQUES TECHNIQUES DES DAE NEUFS.....	5
4.1 Pack DAE neufs, consommables, accessoires, matériels associés.....	6
4.1.2 Les consommables et les accessoires neufs.....	7
4.2 Matériels existants : consommables, armoires de protection et accessoires.....	8
ARTICLE 5 : PRESTATIONS DE MAINTENANCE.....	9
5.1 Horaires de maintenance.....	9
5.2 La maintenance préventive annuelle des matériels neufs et du parc existant.....	10
5.3 La maintenance curative.....	11
5.4 Les rapports d'intervention.....	12
5.5 L'assistance permanente à distance.....	12
ARTICLE 6 : PRESTATIONS D'INSTALLATION.....	13
6.1 : Installation d'un nouveau défibrillateurs en extérieur.....	13
6.2 : Installation d'un nouveau défibrillateur en intérieur.....	13
6.3 : Remplacement des défibrillateurs vieillissants.....	13
ARTICLE 7 : FORMATION A L'UTILISATION D'UN DAE.....	14
ARTICLE 8 : ACCÈS AUX SITES.....	14

PRÉAMBULE

Le présent document constitue le Cahier des Clauses Techniques Particulière (CCTP) relatif à la fourniture et la maintenance des défibrillateurs pour les services déconcentrés et certains établissements publics de l'État en région Centre-Val de Loire. La liste prévisionnelle et indicative des sites recensés figures en Annexe 1 de ce document.

Le CCTP fixe les conditions d'exécution et de validation des prestations prévus dans le cadre du présent marché. L'objet des prestations ainsi que les conditions de réalisation sont précisées dans les points suivants. Les correspondances indiquées ci-après précisent l'emploi de certains termes dans le présent document :

- Le **pouvoir adjudicateur du marché** est la Préfète de la région Centre-Val de Loire, selon les dispositions des articles L.1211-1 du Code de la commande publique
- Le **représentant du pouvoir adjudicateur du marché** est la Secrétaire Générale pour les Affaires Régionales de la région Centre-Val de Loire. Il est désigné dans la suite de ce document par « RPA ». En application des articles L.2113-6 et suivants susvisés, il est chargé entre autres, de signer et de notifier le marché. Le RPA représente l'Administration, désigné comme tel.
- La **Plateforme Régionale des achats Centre-Val de Loire**, désignée dans la suite de ce document par « PFRA », est le service au sein de la Préfecture de région qui, par délégation, est chargée de la coordination des besoins, la passation de la consultation et le suivi de l'exécution du marché.
- Les **bénéficiaires** sont les services et établissements publics de l'État situés en région Centre-Val de Loire.
- Le **comptable assignataire** des paiements est la Direction régionale des finances publiques de la région Centre-Val de Loire.
- Le **titulaire du marché** est l'opérateur économique ou le groupement d'entreprise chargé l'exécution des prestations.

ARTICLE 1 : CONTEXTE RÉGLEMENTAIRE APPLICABLE

L'accord-cadre relatif à la fourniture et la maintenance des défibrillateurs pour les services et certains établissements publics de l'État en région Centre-Val de Loire est soumis à la réglementation suivante :

• Décret n°2018-1186 du 19 décembre 2018 relatif aux DAE
• Décret n°2007-705 du 4 mai 2007 relatif à l'utilisation des DAE par des personnes non-médecins
• Obligation de certification de classe III des DAE respectant les dispositions du Code de la santé publique
• Marquage CE des dispositifs médicaux attestant qu'un dispositif médical répond aux exigences du règlement européen 2017/745
• Être en conformité avec NF EN 60601-1 : Norme internationale s'appliquant à la

sécurité de base et aux performances essentielles des appareils électro-médicaux et des systèmes électro-médicaux.
<ul style="list-style-type: none"> • Arrêt du 29 octobre 2019 relatif au fonctionnement de base de données des défibrillateurs et aux modalités de signalisation dans les lieux publics et les établissements recevant du public

ARTICLE 2 : PÉRIMÈTRE OBJET DE L'ACCORD-CADRE

Le présent accord-cadre a pour objet la fourniture et la maintenance de défibrillateurs automatiques externes (DAE), automatisés (DEA) et semi-automatisés (DSA) au profit des services déconcentrés de l'État et certains établissements publics situés en région Centre-Val de Loire.

Le candidat devra proposer des défibrillateurs sous forme de pack décrit dans le bordereau de prix unitaire (annexe 1 de l'acte d'engagement) et veiller à l'entretien du parc des matériels existants.

Le périmètre d'intervention du titulaire concerne la fourniture et la pose du matériel, l'entretien, la maintenance, les consommables, les accessoires, les matériels et la formation à l'utilisation des DAE.

Le pack DAE comprend les éléments suivants :

<ul style="list-style-type: none"> • le DAE en version entièrement automatique ou semi-automatique selon le choix du service bénéficiaire.
<ul style="list-style-type: none"> • Un jeu de piles (le cas échéant)
<ul style="list-style-type: none"> • une paire d'électrodes adultes et/ou enfants
<ul style="list-style-type: none"> • Un kit de premier secours
<ul style="list-style-type: none"> • Un kit de signalétique

Ce pack est à compléter des consommables, accessoires et matériels (armoires de protection) nécessaires et complémentaires listée au du BPU.

L'installation, la maintenance et la formation font l'objet de forfaits détaillés au BPU.

Les frais d'expédition, de livraison et d'emballage sont à la charge du titulaire.

ARTICLE 3 : PARC EXISTANT

Le recensement des défibrillateurs actuellement présents dans les services de l'État ainsi que certains établissements publics est communiqué en annexe 1 du CCTP.

Les principales marques présentes au sein des services de l'État et de certains établissements publics déconcentrés sont les suivantes : ZOLL ; SCHILLER ; PHILIPS ; CARDIAC SCIENCE. Cette liste n'est pas exhaustive.

Le titulaire de l'accord-cadre doit prendre en charge la maintenance de l'ensemble des défibrillateurs existants quelle que soit la marque à compter de la date d'entrée des services dans le marché.

Le titulaire fournit la liste des marques pour lesquelles il dispose d'un agrément pour la maintenance ou le remplacement de certaines pièces détachées ainsi que l'attestation.

L'inventaire du matériel relevant du chiffrage forfaitaire préventif fait l'objet de listes indicatives, jointes en annexe 1 de l'acte d'engagement. Le titulaire de l'accord-cadre se rend sur place afin de valider les données produites par l'administration dans le délai de 10 (dix) semaines à compter de la notification. Le titulaire met à jour de manière précise et exhaustive l'inventaire des installations présentes dans le bâtiment à savoir :

- Localisation,
- Fonction,
- Date,
- Marques,
- État d'obsolescence,
- Observations éventuelles,
- Complément des données techniques manquantes.

Le responsable de site est présenté au titulaire. Les horaires d'intervention sont fixés en accord avec le responsable de site et toutes les informations nécessaires à l'établissement d'un plan de prévention sont fournies. Un procès-verbal détaillé de l'état des lieux et des matériels et équipements est établi pour chacun des sites. Ce procès-verbal est dressé de façon contradictoire, en présence du responsable de site. Ce procès-verbal indique la date, les noms et qualités des participants aux visites de prise en charge et est intégré au classeur de maintenance.

Il comprend a minima :

- la liste exhaustive des équipements de l'installation du site ;
- l'état de chacun des composants,
- l'urgence du remplacement des équipements le cas échéant et l'estimation du coût de remplacement ;
- les propositions d'améliorations ;
- la liste des pièces de rechange et produits consommables déjà à disposition sur site ;
- la liste des pièces de rechange qu'il serait utile à avoir en stock pour le bon fonctionnement des installations.

Lors de cet état des lieux, il appartient au titulaire d'identifier l'obsolescence des installations et de proposer un devis pour une solution technique qui n'exonère pas le titulaire de ses obligations de maintenance sur l'équipement. Dans ce cadre, il doit impérativement s'assurer de la dernière date connue du fonctionnement et/ou d'entretien du défibrillateur avant de procéder à une mise en marche. Si les services ne sont pas en mesure de communiquer cette date au titulaire, ce dernier doit informer le service bénéficiaire qu'il ne peut pas procéder aux actions de maintenance préventive sans avoir préalablement effectué les vérifications nécessaires dont il doit communiquer la liste.

De ce fait, le titulaire déclare être parfaitement informé de la configuration des locaux et de la consistance des équipements dont il assure la maintenance préventive. Il est présumé avoir une

parfaite connaissance des installations et ne pourra pas arguer d'erreurs ou d'omissions, ni de l'état des équipements et installations pour ne pas assurer sa prestation, partiellement ou en totalité, dans le cadre défini par le présent document.

ARTICLE 4 : CARACTÉRISTIQUES TECHNIQUES DES DAE NEUFS

Le présent accord-cadre définit les prestations de fourniture, de maintenance et de formation pouvant être demandées par les services bénéficiaires.

La description des tâches n'a pas un caractère limitatif. Le titulaire doit exécuter, comme étant compris dans son offre, sans exception, ni réserve, tous les éléments nécessaires à la mise en œuvre de sa prestation en lui permettant d'atteindre son obligation de moyen.

Cette liste de fourniture n'est pas exhaustive.

La prestation de maintenance préventive annuelle : le titulaire doit procéder à une visite annuelle de contrôle, à titre préventif, dont l'objet est :

- la vérification des installations et leur parfait état de fonctionnement
- Le contrôle des dates de péremption des consommables et accessoires (batterie ; piles ; électrodes ; kit de premier secours etc). Ainsi que le remplacement, le cas échéant, des consommables ou accessoires périmés ou dont la date de péremption est proche.
- La vérification de la conformité de la signalétique, le remplacement en cas de détérioration, remettre en place en cas d'absence, tout en respectant la réglementation et les dispositions graphiques en vigueur.

4.1 Pack DAE neufs, consommables, accessoires, matériels associés

4.1.1 Fourniture du défibrillateur

le titulaire doit être en mesure de proposer la fourniture de défibrillateurs entièrement automatiques (DEA) et semi-automatique (DSA). Ces défibrillateurs doivent disposer des caractéristiques suivantes :

- être maniables, légers, faciles à mettre en œuvre
- Pouvoir être utilisés dans des conditions de températures de 0 à 40°C
- Être étanches aux projections d'eau et à la poussière
- Disposer d'une compatibilité avec une prise en charge pédiatrique
- Disposer d'un dispositif d'aide au massage cardiaque connecté,
- Permettre l'analyse du rythme cardiaque de la victime (activité électrique du cœur) pendant toute la durée de mise en marche, également pendant la durée de charge et de délivrance d'un choc permettant un ajustement de la puissance du choc délivré à l'impédance de la victime.

- Être en mesure d'annuler le choc si le rythme cardiaque de la victime change pendant le processus du choc
- Avoir un temps de charge avant le choc inférieur ou égal à 10 secondes
- Disposer d'un suivi visuel et sonore, en langue française, des actions à effectuer par l'utilisateur
- Procéder à des autotests quotidiens, hebdomadaires et mensuels de l'ensemble des composants, afin de contrôler leur disponibilité opérationnelle et le système de délivrance de l'onde de choc
- Disposer d'un système d'alerte sonore et visuel en cas d'anomalie
- Disposer d'un indicateur sonore et/ou visuel pour signaler l'état de charge de la batterie
- Disposer d'une mémoire interne (carte mémoire ou autre support numérique) permettant la récupération des données prévues par l'arrêté du 31 août 2012 fixant les modalités de recueil des données relatives à l'évolution de l'utilisation des défibrillateurs automatisés externes prévues à l'article R.6311-16 du code de santé publique - être accompagnés d'un manuel d'utilisation ainsi que d'un guide pour la réalisation des opérations de maintenance en langue française
- Être garantie 3 ans minimum : un dépannage ou échange de l'appareil pendant toute la durée de la garantie est mis en œuvre selon les délais contractuels de la maintenance corrective (2 jours).
La garantie couvre la main d'œuvre, les frais de déplacement et les pièces

4.1.2 Les consommables et les accessoires neufs

a. Batterie ou jeu de piles

Le DAE ou DSA fournit doit composer des batteries principales ou des jeux de piles.

La batterie principale doit avoir une durée de vie de 4 ans minimum.

Une notice de la batterie doit être fournie en langue française et préciser son autonomie en fonctionnement, en veille et en nombre de chocs.

Elle devra être remplacée intégralement en cas de dysfonctionnement pendant la période garantie.

Les frais de déplacement d'un opérateur inhérent au remplacement de la batterie dans le cadre de la garantie sont à la charge du candidat.

Les frais de transport ou de déplacement d'un opérateur pour le remplacement de la batterie dans le cadre de la garantie sont à la charge du candidat.

b. Paires d'électrodes

Le Titulaire doit être en capacité de fournir des paires d'électrodes pour adultes et des paires d'électrodes pédiatriques.

Les électrodes fournies doivent pouvoir être utilisées par des personnes non formées à la réanimation et être pré-connectées au défibrillateur.

Elles doivent être fournies dans un emballage scellé, pré-gélifiées, auto-adhésives et être non polarisées pour permettre un placement indifférent sur la victime par l'utilisateur.

Un mode d'emploi des électrodes doit être fourni en langue française et préciser notamment les conditions de stockage des électrodes.

Leur durée de conservation doit être de 2 ans minimum et la date de péremption inscrite sur l'emballage.

DEFIBRILLATEUR CARDIAQUE à votre disposition en cas d'urgence pour sauver une vie	
Si vous observez un dysfonctionnement sur cet appareil (ouverture, alarme, etc.), contactez le responsable ou signalez-le sur une application dédiée	
Nom du fabricant du DAE :	
Nom du modèle du DAE :	
Raison sociale du responsable du DAE :	
Coordonnée du responsable du DAE :	
Date de la prochaine maintenance :	
Electrodes de défibrillation à remplacer le :	
Batterie à remplacer le :	

c. Kit de premier secours

Le titulaire propose des kits de premier secours comportant au minimum les éléments suivants :

- Une paire de ciseaux
- Un rasoir jetable
- Une paire de gants
- Un masque de ventilation
- Une compresse de désinfection
- Une compresse de séchage

d. Kit de signalétique

Les kits de signalétique fournis doivent être conformes à l'arrêt du 29 octobre 2019 relatif aux défibrillateurs automatisés externes et à leurs modalités de signalisation dans les lieux publics et les établissements recevant du public.

Les éléments de signalétiques fournis doivent être adaptés à l'emplacement du défibrillateur (intérieur ou extérieur) et leur format doit permettre une bonne visibilité aussi loin que possible.

Pour les propriétaires d'ERP exploitants de DAE, pour les dispositifs installés à partir du 1^{er} janvier 2020, il est désormais obligatoire d'apposer sur le boîtier, ou à proximité immédiate de l'appareil, une étiquette conforme au modèle suivant :

4.2 Matériels existants : consommables, armoires de protection et accessoires

Le titulaire doit être en mesure de fournir l'ensemble des consommables, armoires murales de protection et accessoires listés au BPU (annexe 1 de l'AE), en remplacement de ceux en fin de vie ou usagés, ou lors de l'acquisition d'un pack défibrillateur neuf pour les armoires de protection.

Les consommables, armoires murales de protection et accessoires doivent être neufs et compatibles avec les défibrillateurs du parc existant recensés en annexe 1 du présent CCTP.

Les consommables susceptibles d'être commandés par les services bénéficiaires sont les suivants :

- batterie ou jeux de piles de remplacement dont les caractéristiques techniques sont identiques à celles décrites à l'article 4.1.2 ci-avant
- Paires d'électrodes pour adulte ou pédiatrique ayant les mêmes caractéristiques que celles décrites à l'article 4.1.2

Les accessoires susceptibles d'être commandés par les services bénéficiaires sont les suivants :

- Kit de premier secours
- Kit signalétique

Les armoires de protection susceptibles d'être commandées par les services bénéficiaires doivent répondre aux caractéristiques suivantes :

- Pour les armoires intérieures :
 - être compatibles avec le défibrillateur proposé dans le pack acquis ou recensé dans l'annexe X
 - Être robuste et solide, étanche à l'eau et à la poussière
 - Permettre de respecter les conditions de stockage du fabricant du défibrillateur, de le mettre en évidence et de le protéger contre les dégâts et le vol
 - Permettre le stockage d'une paire d'électrodes de rechange et du kit de premier secours
 - être fournies avec un système de fixation murale robuste et solide
- Pour les armoires extérieures
 - Être compatibles avec le défibrillateur proposé dans le pack acquis ou recensé dans l'annexe X
 - Être robustes, solides, étanches à l'eau et à la poussière, traitées anti-UV, munies d'un système de chauffage et de ventilation et d'une alarme.
 - Permettre de respecter les conditions de stockage du fabricant du défibrillateur, de le mettre en évidence et de le protéger contre les dégâts et le vol
 - Permettre le stockage d'une paire d'électrodes de rechange et du kit de premier secours
 - Être fournies avec un système de fixation murale robuste et solide

ARTICLE 5 : PRESTATIONS DE MAINTENANCE

5.1 Horaires de maintenance

a) Maintenance préventive annuelle

Dans le cadre du planning d'intervention réalisé par le titulaire, notamment pour couvrir les opérations programmées telles que définies dans la gamme de maintenance, celui-ci doit tenir compte des impératifs de fonctionnement du bâtiment en termes d'horaire.

Dans la mesure où les interventions de maintenance n'apportent aucune gêne notable à l'utilisation du bâtiment, elles pourront être effectuées durant les heures d'occupation. La notion de « gêne notable » est appréciée par le responsable de site autant que de besoin. Dans le cas contraire, et sauf stipulation contraire du responsable de site, elles doivent être effectuées en dehors de ces heures.

NOTA : Le titulaire doit obtenir l'autorisation préalable de la part du responsable de site avant toute intervention.

b) Maintenance curatives

Les prestations de maintenance curative doivent être exécutées indépendamment de la programmation des interventions de maintenance préventive. La réparation définitive doit être organisée de manière à occasionner le moins de gêne possible pour les utilisateurs. Le titulaire recevra du responsable de site toutes instructions quant aux périodes durant lesquelles ces réparations pourront être exécutées. Les horaires d'intervention doivent être compatibles avec la criticité de la panne et les contraintes du site. En fonction de ces éléments, le devis précise les jours et horaires d'intervention prévus.

c) Astreintes

Pour répondre aux exigences de l'accord-cadre en termes de délais maximums de dépannage sur demande d'intervention et d'indisponibilité des équipements, le titulaire doit assurer la mise en place pérenne d'un service d'astreinte.

Le service d'astreinte doit pouvoir assurer le suivi des demandes d'intervention, en enregistrant l'heure précise de la demande d'intervention ainsi que les coordonnées du service requérant. Ces informations doivent figurer dans le rapport d'intervention. Le technicien en charge de l'intervention doit confirmer son heure d'arrivée au responsable du site.

La demande d'intervention doit déclencher le déplacement d'une personne qualifiée, capable d'effectuer le diagnostic de la panne, de réparer si cela est possible ou de remise en marche en mode dégradé des installations, de prendre les mesures conservatoires, et d'informer le responsable du site. La première heure d'intervention débute à compter de l'arrivée sur place du technicien nécessaire à la prise de mesures conservatoires et à l'information du responsable de site.

5.2 La maintenance préventive annuelle des matériels neufs et du parc existant

Le titulaire doit procéder à une visite annuelle de contrôle, à titre préventif consistant à :

- Vérifier les installations et leur parfait état de fonctionnement :
 - support ou boîtier : accès, fixation, fonctionnement etc.
 - accessoires et consommables : électrodes, état des batteries, piles, kit de premier secours
 - DAE : connexion électrodes, fonctionnement de l'appareil etc.
- Contrôler les dates de péremption des consommables et accessoires (batterie, pile, électrodes, kit de premier secours) et remplacer le cas échéant les consommables ou accessoires périmés ou dont la date de péremption est proche
- Vérifier la conformité de la signalétique, la remplacer en cas de détérioration, la remettre en place en cas d'absence tout en respectant la réglementation et les dispositions graphiques en vigueur.
- Nettoyer le DAE ainsi que l'armoire de protection
- Procéder aux modifications et aux mises à jour des données du logiciel afin d'être en conformité avec les règles et les recommandations de l'European Resuscitation Council ou Conseil Européen de Réanimation
- Assurer la matériovigilance (suivi des signalements du fabricant sur le défibrillateur pouvant conduire à des actions telles que la mise à jour du logiciel ou à un retrait de lot en cas de dysfonctionnement rapporté), avec aide pour la télé déclaration ou l'établissement de la fiche de déclaration à : materiovigilance@ansm.sante.fr
- Apposer sur chaque DAE une étiquette de suivi réglementaire conforme l'article 2 de l'arrêté du 29 octobre 2019 et compléter le registre de sécurité des vérifications périodiques, en sus du bon d'intervention à remettre au gestionnaire de site

- Reprendre les consommables en fin de vie et procéder à leur recyclage et à leur décontamination. Pour les défibrillateurs, assurer un suivi de fin de vie, recycler les éléments pouvant l'être et transmettre au service bénéficiaire un procès-verbal de traçabilité. Il appartient au titulaire de prendre en charge les frais d'envoi d'un DAE en fin de vie.
- Assurer la mise en place du prêt d'un défibrillateur automatique au cas où la visite aboutirait au dépannage en atelier sur le défibrillateur ou la commande d'une pièce/consommable. Ce prêt gratuit durera le temps de la réparation

La date de visite annuelle doit être notifiée par courriel au service bénéficiaire, au plus tard 15 jours calendaires avant la date prévue.

A l'issue de cette visite de maintenance préventive et de contrôle annuel, le titulaire transmet au service, par courriel, un compte-rendu d'intervention dans un délai de 5 jours ouvrés après la fin de la visite.

Les consommables (piles, batteries, électrodes adultes et enfants etc.) des appareils ne doivent pas dépasser les dates limites d'utilisation et le titulaire doit les remplacer au plus proche de la date limite d'utilisation, dans la mesure du possible lors de la visite de maintenance préventive et de contrôle annuel.

Ils sont facturés au prix du BPU après émission du bon de commande spécifique par le service bénéficiaire.

5.3 La maintenance curative

La maintenance curative est la maintenance qui s'attache à corriger tout incident identifié, dans une action ou un ensemble d'actions permettant de rétablir un bien dans un état spécifique ou de lui permettre d'accomplir une fonction requise par remise dans un état initial, de façon durable. Le résultat des actions réalisées doit présenter un caractère permanent. Des modifications et améliorations peuvent être apportées, afin de réduire l'occurrence d'apparition de la défaillance ou d'en limiter l'incidence.

Une intervention de maintenance curative peut être demandée :

- Par le responsable de site, qui lors de la détection d'une panne ou d'une anomalie de fonctionnement, fera appel au titulaire du marché ;
- Par le titulaire du marché après avis favorable du responsable de site, suite à une anomalie de fonctionnement détectée

La maintenance curative doit être assurée par le titulaire dans les cas suivants.

a. En cas de panne, vandalisme

En cas d'incident (panne, vandalisme etc.) constaté par le service bénéficiaire ou par le titulaire, si l'assistance à distance prévue à l'article 5.1 ci-après ne permet pas de résoudre le problème, le titulaire doit être en mesure d'intervenir sur site dans un délai de 4 jours ouvrés à partir de la

notification du service effectué par courriel, téléphone ou par le biais du portail client, conformément aux modalités spécifiées dans son offre.

Préalablement à la réparation du DAE, le titulaire soumettra au service bénéficiaire un devis sur la base du coût horaire indiqué au BPU dans un délai de 5 jours ouvrés suite à la constatation de l'incident sur site.

Les pièces éventuellement nécessaires sont facturées en plus et chiffrées sur devis dans ledit délai de 5 jours.

La validation du devis par le service sera matérialisée par l'émission d'un bon de commande.

En cas d'impossibilité d'effectuer une réparation sur site, le titulaire s'engage à **laisser sur place et sans surcoût, un DAE de prêt identique ou équivalent pendant la durée de réparation.**

La durée du prêt couvrira le temps de la réparation du DAE ou de son remplacement éventuel, mais ne devra pas excéder 30 jours calendaires, à compter de la mise en place du prêt.

Dans les cas nécessitant un renvoi de l'appareil chez le fournisseur, le titulaire s'engage à venir récupérer le défibrillateur concerné, ou à en effectuer l'envoi à ses frais.

Enfin, Le titulaire s'engage à reprendre les consommables usagés et à procéder à leur recyclage et à leur décontamination.

b. Après utilisation thérapeutique

Après utilisation thérapeutique du matériel, le titulaire doit assurer la maintenance curative et remise en service de l'installation utilisée sur simple appel téléphonique, envoi d'un courriel ou saisine sur le portail client selon les modalités indiquées dans son offre

Le titulaire dispose d'un délai de 4 jours ouvrés à compter de la saisine du service, pour intervenir. Le titulaire prend toutes les mesures pour remettre en état de fonctionnement l'installation utilisée (DAE, boîtier, signalétique...).

En cas d'impossibilité d'effectuer une remise sur site, le titulaire s'engage à fournir sans surcoût, un DAE de prêt identique ou équivalent, dans un délai maximum de 4 jours ouvrés. La durée du prêt couvrira le temps de la réparation du DAE ou de son remplacement éventuel.

Dans les cas nécessitant un renvoi de l'appareil chez le fournisseur, le titulaire s'engage à venir récupérer le DAE concerné, ou à en effectuer l'envoi à ses frais.

Préalablement à la réparation du DAE, le titulaire soumettra au service bénéficiaire un devis aux prix du BPU, dans un délai de 5 jours ouvrés suite à l'intervention sur site. La validation du devis par le service sera matérialisée par l'émission d'un bon de commande.

Le titulaire s'engage à reprendre les consommables usagés et à procéder à leur recyclage et à leur décontamination.

5.4 Les rapports d'intervention

A l'instar des modalités concernant la maintenance préventive, lors de chaque intervention pour maintenance curative, quelle que soit sa nature (incident ou utilisation thérapeutique), le prestataire fournit un rapport d'intervention précisant la date, l'horaire, le lieu de

l'intervention, la nature de l'opération effectuée et les observations éventuelles liées à la maintenance de l'appareil.

Ce rapport doit être transmis par courriel au service bénéficiaire dans un délai de 5 jours ouvrés après la fin de l'intervention sur site.

5.5 L'assistance permanente à distance

Le titulaire doit assurer une assistance à distance (téléphonique, courriel ou portail client) pour l'utilisation des DAE et accessoires.

Ce service doit permettre une prise en charge de la demande dans un délai de 2 heures suivant la prise de contact et une formalisation par écrit de l'assistance apportée au service dans un délai de 48 heures.

Par ailleurs, dans le cadre de son devoir de conseil, le titulaire doit rappeler chaque année aux services bénéficiaires leur obligation de déclarer les données concernant l'implantation, l'accessibilité et le suivi de maintenance des DAE de leur parc, au sein de la base de données nationale des DAE portée par le gouvernement et qui permet de recenser les matériels. Cette base de données s'intitule Géo'DAE.

Ce devoir de conseil sera formalisé explicitement dans le compte-rendu d'intervention de maintenance préventive, avec notamment la mention du lien vers la base de données Géo'DAE : <https://geodae.atlasante.fr/apropo>

ARTICLE 6 : PRESTATIONS D'INSTALLATION

Le titulaire doit procéder à l'installation des nouveaux défibrillateurs ou des défibrillateurs vieillissants, dans le cadre de forfait prévus au BPU.

Le positionnement des défibrillateurs se fera selon les instructions du service bénéficiaire.

Les délais de livraison des défibrillateurs, consommables, armoires de protection et accessoires sont précisées dans le mémoire technique du titulaire. La livraison se fera en amont de l'installation à l'adresse communiquée par le service bénéficiaire.

L'installation et la mise en service des DAE se fait par prise de RDV en fonction de la disponibilité du référent de chaque site . Le titulaire doit prévenir par courriel le référent du site le quel il intervient, a minima 8 jours calendaires avant son passage. Les délais d'installation sont définis ci-après.

Toutes les prestations d'installation sont suivies base à l'utilisation du matériel. Cette initiation de base inclus dans le forfait d'installation.

6.1 : Installation d'un nouveau défibrillateurs en extérieur

Le titulaire doit procéder à l'installation des nouveaux DAE dans leur globalité, dans le cadre des prix fixés au BPU et comprenant :

- La fixation et l'installation de l'armoire extérieure avec le raccordement au réseau électrique. Le titulaire doit prévoir la quincaillerie adaptée ainsi que les outils nécessaires. Les prestations d'ordre électrique sont effectuées par des techniciens détenteurs de l'habilitation B1. Lors de ce type d'intervention, le titulaire s'assure de transmettre les justificatifs et la bonne réception des documents prouvant l'habilitation des techniciens concernés
- La mise en place de la signalétique conforme à la réglementation
- La mise en service du DAE

Pour effectuer ce type d'installation, le titulaire dispose d'un délai minimum de 30 jours calendaires à compter de la notification du bon de commande émis par le service bénéficiaire.

6.2 : Installation d'un nouveau défibrillateur en intérieur

Le titulaire doit procéder à l'installation des nouveaux DAE dans leur globalité, dans le cadre des prix fixés au BPU et comprenant :

- La fixation et l'installation de l'armoire intérieure. Le titulaire doit prévoir la quincaillerie adaptée ainsi que les outils nécessaires
- La mise en place de la signalétique conforme à la réglementation
- La mise en service du DAE

Pour effectuer ce type d'installation, le titulaire dispose d'un délai maximum de 30 jours calendaires à compter de la notification du bon de commande émis par le service bénéficiaire.

6.3 : Remplacement des défibrillateurs vieillissants

Pour les DAE vieillissants remplacés, le titulaire assure, dans le cadre d'un forfait prévu au BPU, les actions suivantes :

- La vérification et la notification par écrit au service du bon état de fonctionnement de l'armoire de protection existante ou si cela s'avère nécessaire son remplacement
- La mise en place de la signalétique conforme à la réglementation
- La mise en service du DAE
- la destruction et le recyclage du DAE remplacé et le cas échéant, les consommables, matériels et accessoires, avec un procès-verbal de suivi/traçabilité de fin de vie de l'appareil remplacé, à transmettre au service bénéficiaire. Il appartient au titulaire de prendre en charge les frais d'envoi de l'ensemble des équipements en fin de vie.

Pour effectuer ce type d'installation, le titulaire dispose d'un délai de 30 jours calendaires à compter de la notification du bon de commande émis par le service bénéficiaire.

ARTICLE 7 : FORMATION A L'UTILISATION D'UN DAE

Lors de l'installation et la mise en service d'un nouveau DAE sur le site d'un service bénéficiaire, le titulaire doit proposer de dispenser aux utilisateurs du site concerné une initiation ou formation leur permettant a minima :

- De connaître et savoir utiliser l'appareil installé

- De connaître la conduite à tenir devant une personne victime d'un arrêt cardiaque, selon la chaîne « Alerte Masser Défibriller » (AMD)

La session d'initiation ou formation d'une durée minimale d'une heure se fait, sur site, par groupe de 10 à 12 personnes afin de permettre à chacun de pratiquer les gestes appropriés. Un document reprenant de manière claire et concise les éléments vus au cours de la session de formation, dont notamment, les étapes importantes d'utilisation du défibrillateur, sera remis au service bénéficiaire.

Le titulaire pourra proposer d'avoir recours au e-learning.
En outre, il devra chiffrer des sessions sur site.

Pour les DAE recensés en annexe 1, les services bénéficiaires peuvent solliciter le titulaire afin de faire bénéficier leur personnel d'une session de formation.

Les sessions font l'objet de bons de commande sur la base du prix indiqué dans le BPU. Les frais de transport et d'hébergement du formateur ainsi que la fourniture des supports de formations sont compris dans le forfait prévu au BPU.

Les formations sont mises en place à date convenue en commun accord entre le service bénéficiaire et le Titulaire, dans les délais ci-après.

Pour les nouveaux DAE, si la formation ne peut pas être dispensée le jour de l'installation de l'appareil, la session devra être organisée **au maximum dans les 15 jours calendaires** suivant la date d'installation.

ARTICLE 8 : ACCÈS AUX SITES

L'annexe 1 au CCTP précise les conditions d'accès dans les services de police et de gendarmerie. Les prescriptions ci-dessous valent pour tout site dont les accès sont restreints ou dont certaines zones sont réglementées soit par la loi soit par le règlement particulier du site. Le titulaire doit en conséquence se conformer aux stipulations de l'article 5.3 du C.C.A.G. FCS.

Contrôle nominatif

Une liste nominative des personnels intervenant dans les locaux est établie et fournie par le titulaire au service bénéficiaire. Le titulaire doit assurer que tous les personnels qu'il emploie pour l'exécution de la prestation sont en règle vis-à-vis des dispositions légales et réglementaires relatives aux conditions d'emploi de la main-d'œuvre.

Contrôle d'accès

Tous les personnels titulaires devront être munis d'un laissez-passer comportant une photographie et les renseignements figurant sur la carte d'identité ou le titre de travail pour les ouvriers étrangers. Des contrôles inopinés de corrélation avec le registre unique du personnel pourront être opérés à tout moment par l'inspection du travail. La liste des véhicules privés susceptibles de pénétrer dans l'enceinte d'un site est fournie aux services bénéficiaires concernés par le titulaire, dès la notification du présent accord-cadre

Restriction de circulation

Au cas où les nécessités de la sécurité des activités du service bénéficiaire l'exigeraient, ce dernier peut se réserver le droit de refuser à un ou plusieurs agents de l'intervenant l'accès de certains locaux. Le titulaire doit faire son affaire des zones d'accès restreintes mises en place au sein des services. Il doit également faire son affaire des contacts à prendre avec d'éventuels intervenants extérieurs.